



La Commune



Votez CCSA, votez Daniel Petri!

Votez CCSA | Elections municipales, Alfortville. 9 et 16 mars 2008

Habitants d'Alfortville,

Vous connaissez le Comité Chômeurs-Salariés. Pour le représenter au Conseil municipal, vous avez élu Françoise Carrasquedo, de 1995 à 2001 et en 2001 jusqu'à aujourd'hui, Daniel Petri. Ils se sont efforcés d'être vos délégués, d'être les porte-parole des mal-logés, des habitants des cités, des chômeurs, des mères de familles, des immigrés, des retraités et des salariés ; comme l'annonçaient leurs professions de foi.

Nous voulons continuer à défendre vos droits face à la vraie droite et à la fausse gauche. En toute indépendance. Dans l'unité de toutes celles et tous ceux qui veulent battre Sarkozy et ses " réformes " anti sociales.

Arrêtons le bras du casseur !

La situation est claire. Sarkozy veut tout casser : le logement social, le code du travail et les contrats collectifs de travail, le système de retraite et d'assurance maladie (avec les franchises médicales, notamment), l'épargne populaire (livret A) et le principe même de la Sécurité sociale.

S'y ajoute le désengagement total de l'État dans tous les domaines de la vie sociale. En bref, c'est l'ensemble du " modèle social " issu de 1936-1945-1968 que Sarkozy veut détruire. Toutes ses " réformes " et lois, sans oublier celles qui frappent les droits des travailleurs immigrés, portent la marque de cette démolition. Le pouvoir d'achat des retraités baisse considérablement. Est-il normal de voir, en 2008, en fin de marché, des personnes âgées venir ramasser des légumes car leurs pensions ne leur suffisent pas pour manger et vivre ?

Dans cette situation, les grands discours cinglants contre Sarkozy ne manquent pas. Le PC, le PS, les directions syndicales, la LCR, LO et le PT multiplient les déclarations pour dénoncer la droite au pouvoir. Les municipales pourraient donc être l'occasion de réaliser l'unité des travailleurs et des organisations pour battre Sarkozy. Dès lors, toutes les questions sont posées :

- Peut-on battre Sarkozy en faisant des alliances avec le Modem (parti issu de l'UDF de Giscard) comme le font le PS, le PC voire LO dans plusieurs grandes villes : Dijon, Montpellier ?
 - Peut-on battre Sarkozy en s'alliant avec le parti de Chevènement (qui était prêt à s'allier avec Villiers et Pasqua en 2002) comme le font, à Saint-Quentin, non seulement le PC et le PS, mais aussi le PT (alias " démocratie communale "), la LCR et LO ? Sans oublier l'alliance du PS et de l'UMP à Sanary !
 - Peut-on battre Sarkozy en votant Oui au Traité de Lisbonne comme vient de le faire René Rouquet, au mépris des 59% d'électeurs alfortvillais qui avaient voté non à la Constitution européenne, au référendum du 29 mai 2005 ?
 - Peut-on battre Sarkozy en acceptant la réforme de tous les régimes de retraites, comme le font la plupart des dirigeants syndicaux nationaux ?
 - Peut-on battre Sarkozy et laisser faire, et même impluser, comme le fait la majorité municipale à Alfortville, les expulsions de logement, la dégradation des cités vers leur démolition, la vente de terrains aux promoteurs et spéculateurs immobiliers, la casse du logement social HLM, la hausse continue des impôts locaux et des prix des cantines, des charges locatives et des loyers, le maintien dans des taudis et des chambres d'hôtels de centaines de familles alfortvillaises mal-logées ? Certainement pas !
- Pour battre Sarkozy, il faut défendre les droits, les intérêts et les acquis de la population, il faut un plan d'urgence et de défense des travailleurs, des mères de famille, des chômeurs, des jeunes, des retraités.
C'est le combat de notre liste !

Bilan des années Rouquet : tapis rouge pour les requins de l'immobilier

Maire depuis vingt ans, René Rouquet a un bilan. Ce bilan ne s'inscrit pas dans la continuité des maires qu'ils l'ont précédé, dont Joseph Franceschi. C'est le moins que l'on puisse en dire. Depuis que R. Rouquet est maire,

- deux lycées professionnels ont été fermés ;
- le stade de l'UJA a disparu ;
- De 1999 à 2008, la proportion de logements sociaux est passée de 50 à 40 %, elle a donc baissé de 10 % ! M. le Maire, contrairement à la réputation qu'il veut se donner, casse en réalité le logement social !
- l'Office public H.L.M a été remplacé par un Office de droit privé, l'O.H.S.A, échappant au contrôle de la ville bien qu'il soit présidé par ... Monsieur Rouquet !
- le service municipal du logement a été fermé et il n'y a pas de maire-adjoint chargé du logement ;
- le prix de l'eau atteint 3,64 euros le m3 d'eau froide et 9,34 euros le m3 d'eau chaude
- les commerçants voient leur activité chuter de 30 à 40 % en conséquence de travaux de voirie qui suppriment des places de stationnement et étendent sans cesse le stationnement payant ;
- les terrains sont bradés aux promoteurs et autres requins ;

- la spéculation immobilière a fait un bond spectaculaire : + 27 % pour la seule année 2005 (contre 10 % dans le département) plaçant Alfortville en 4e position des villes de la région parisienne touchées par la spéculation. Ce qui porte le prix du F3 à 250 000 euros (plus de 1,5 millions de francs) et le loyer du F2 dans le privé à 600 euros minimum. Alfortville est devenue la proie des Kaufman et Broad, Apollonia et autres " résidences Georges V " inaccessibles aux salariés, cadres et ingénieurs compris.

- Les manifestations de mères de familles et de parents d'élèves ont été interdites devant la mairie (mais le maire a été condamné par la justice pour abus de pouvoir à la suite de cette décision antidémocratique).

Ce bilan s'alourdit encore quand on sait que le maire s'oppose, par tous les moyens, au relogement de centaines de familles vivant dans les taudis et chambres d'hôtels miteuses aux loyers prohibitifs, allant jusqu'à envoyer la police pour chasser 27 familles mal-logées et sans logis d'une résidence laissée vide, en juin 2005 (face au Franprix du Grand Ensemble). Cette résidence pour personnes âgées a été démolie plus d'un an après et, pour l'instant, rien d'autre n'a été construit à la place.

Ségrégation inadmissible

Alors que J. Franceschi dénonçait " *l'exil des classes laborieuses vers des périphéries toujours plus lointaines entraînant une ségrégation inadmissible* ", R. Rouquet mène une politique qui conduit tout droit à faire partir d'Alfortville les catégories les plus pauvres, sous le fallacieux prétexte de " mixité sociale ". C'est pourquoi il a rejeté avec mépris toutes les propositions d'arrêté municipal interdisant les expulsions de logement et les coupures d'électricité que notre conseiller municipal Daniel Petri a faites, tout au long de la mandature. C'est pourquoi il a donné son feu vert à tant d'expulsions de logement de mères de familles, de familles frappées par le chômage et la maladie. En particulier dans le parc social OHSa. C'est pourquoi il prépare un plan de démolition de 543 HLM !

Premier bilan de notre action

En une quinzaine d'année, le combat du comité, l'action collective indépendante ont permis, avec Françoise Carrasquedo puis Daniel Petri, d'obtenir un logement décent pour près de 300 familles et de mettre à l'abri plus de 500 enfants. Par la négociation quand c'était possible, par le bras de fer quand c'était nécessaire, elle a permis d'empêcher plusieurs expulsions de familles frappées par le chômage ou la maladie.

Ces sept dernières années, notre conseiller municipal s'est comporté comme un délégué au service de la population, intervenant au conseil municipal contre les hausses de loyers et des charges, aux " Bach-Lully ", à " Micolon " et aux Alouettes. C'est lui qui a fait connaître les projets de démolition des Alouettes-Jardin à la population.

Il est intervenu avec les enseignants de l'école Lapière à l'Inspection académique contre une fermeture de classe qui, finalement, a été annulée. Il est intervenu contre la modification de la carte scolaire en 2003 et pour la construction d'une nouvelle école.

De même, il a été le seul élu à voter systématiquement contre toutes les hausses des tarifs de la piscine, des colos et centres aérés, des cantines, des places de stationnement et autres taxes. Sans oublier, bien sûr, les impôts locaux.

Défenseur au quotidien des mal-logés, notre conseiller municipal était avec eux lorsqu'ils ont occupé la résidence pour personnes âgées Grünbaum-Ballin, fermée par la municipalité, et lorsqu'ils ont dû camper devant la mairie, à Noël 2005.

Tenant chaque semaine des permanences en mairie-annexe nord, rendant compte par tract de son mandat, informant la population de ce qui se passe au conseil municipal, notre élu est resté en toutes circonstances à la disposition de la défense de vos droits, défendant pied à pied dossiers individuels et réclamations collectives.

Pour le droit au logement, à Alfortville comme ailleurs

La crise du logement n'est pas une fatalité. Le logement est le dernier rempart de notre dignité. C'est pourquoi nous voulons :

- un toit décent pour tous les mal-logés ;
- l'annulation de tout plan de démolition de logements HLM ;
- la lutte contre la dégradation des cités : plan de rénovation de tous les HLM sans augmentation de loyers et charges ;
- l'interdiction des expulsions de logements et de coupures d'eau, d'électricité sur tout le territoire d'Alfortville ;
- la transformation de l'OHSa en Office public HLM comme auparavant ;
- le blocage total des loyers et des charges ;
- la réquisition de tous les logements vides ;
- la fermeture de tous les hôtels meublés et de tous les logements insalubres, avec un plan de relogement en HLM de toutes les familles mal-logées ou sans logis, par la construction de logements sociaux répondant à toutes les demandes de logement.

Nous voulons tout autant

- la gratuité des cantines scolaires municipales et des fournitures scolaires dans les écoles élémentaires ;
- la gratuité des centres aérés, centre de vacances, crèches et classes transplantées pour toutes les familles frappées par le chômage, la pauvreté ou la maladie ;
- la transformation de tous emplois précaires (CES, CAE) de la Ville en emplois statutaires, en CDI ;
- la remunicipalisation et la défense de tous les services publics municipaux : eau, voirie, piscine, logement, crèches ; contre toute " délégation de service public " à des concessionnaires privés ou à des " associations " ;
- l'égalité des droits politiques et sociaux Français-immigrés et la régularisation sans condition de tous les sans papiers ;
- une réduction importante du coût des activités sportives et gymnique pour les usagers et leur gratuité pour les jeunes et les enfants
- la reconstruction du marché de la Place Carnot Acharack. Nous voulons une municipalité de gauche digne de ce nom qui protège réellement la population des conséquences de la politique de Sarkozy et de la crise économique. Nous voulons des élus qui soient, comme Olivier Besancenot le dit lui-même, des " délégués du personnel " au service de la population ouvrière. Nous sommes une liste de mal-logés, d'habitants des cités, de mères de famille, de retraités, de jeunes étudiants, de salariés. Nous sommes une liste indépendante, une liste d'Unité pour le droit au logement, au service des opprimés. Plus nous serons nombreux à voter pour la liste " Comité chômeurs-Salariés ", plus nous serons forts pour nous défendre !

**Alors, comme en 1995, comme en 2001,
votez pour la liste
Comité Chômeurs-Salariés**

conduite par Daniel Petri, conseiller municipal sortant !

Modifié le dimanche 24 février 2008

Voir aussi dans la catégorie CCSA Alfortville



Comité Chômeurs-Salariés d'Alfortville : Pétition pour une loi interdisant les expulsions

Pour les familles frappées par la crise. Nous voulons une loi interdisant les expulsions. >>

Comité Chômeurs - Saliariés d'Alfortville : Loi el Khomri - loi « travail » , une déclaration de guerre contre les salariés, les jeunes et la population

Depuis quelques jours, un vent de fronde se lève dans tout le pays, face au projet de loi El Khomri, frauduleusement appelée « Loi Travail ». Ce projet de loi détruit, d'un seul coup, les... >>

HALTE A LA RECUPERATION !

Le Comité chômeurs-salariés d'Alfortville ne donnera aucune consigne de vote aux Municipales, considérant que PERSONNE N'EST EN POSITION DE NOUS REPRESENTER, nous, les chômeurs, nous, les mal-logés, nous, les... >>

Halte aux expulsions

A nouveau, le CCSA mène campagne contre les expulsions de logement. Mais, cette fois, se dessine la possibilité de la constitution d'un collectif unitaire de défense contre les expulsions à... >>

L'unité contre les expulsions

Le 30 octobre 2009, les habitants du 2, rue Veron, considérés comme " squatters ", étaient expulsés par les forces de l'ordre de cet immeuble, après quatre années de bataille pour leur droit au... >>

Pour sauver le droit au logement

Depuis 15 ans, le Comité Chômeurs-Salariés d'Alfortville combat pour la défense du droit au logement. Ce combat a permis le relogement de plus de 300 familles mal logées et sans logis en HLM.... >>
